



PROGRAMME
ASIE-PACIFIQUE

VELLÉITÉS DÉMOCRATIQUES ET RÉALITÉS GÉOPOLITIQUES : QUELLE SORTIE DE CRISE APRÈS LA RÉVOLTE GEN Z AU NÉPAL ?

Cynthia Petrich / Directrice de Beyond Peace et
Distinguished Fellow du Nepal Institute for
International Cooperation and Engagement (NIICE)

Décembre 2025



PRÉSENTATION DE L'AUTRICE



Cynthia Petrigh / Directrice de Beyond Peace et
Distinguished Fellow du Nepal Institute for
International Cooperation and Engagement (NIICE)



PROGRAMME
ASIE-PACIFIQUE

Par son poids économique, démographique et la persistance d'une multitude de défis politiques, stratégiques et sécuritaires, l'Asie-Pacifique fait l'objet de toutes les attentions. Le programme Asie-Pacifique de l'IRIS et son réseau de chercheurs reconnu à l'échelle nationale et internationale se donnent pour objectif de déchiffrer les grandes dynamiques régionales, tout en analysant de manière précise les différents pays qui la composent et les enjeux auxquels ils sont confrontés.

Les champs d'intervention de ce programme sont multiples : animation du débat stratégique ; réalisation d'études, rapports et notes de consultance ; organisation de conférences, colloques, séminaires ; formation sur mesure.

Ce programme est dirigé par **Marianne Peron-Doise**, directrice de recherche à l'IRIS, et **Emmanue Lincot**, directeur de recherche à l'IRIS et professeur à l'Institut catholique de Paris.

iris-france.org



@InstitutIRIS



@InstitutIRIS



institut_iris



IRIS



IRIS - Institut de relations internationales et stratégiques

INTRODUCTION

Le 1^{er} septembre 2025, l'opinion publique internationale découvrait grâce à l'organisation du sommet de l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS), la puissance de la Chine et des alliances et partenariats patiemment construits loin des projecteurs par le président Xi Jinping depuis une douzaine d'années. Une semaine plus tard, le Premier ministre népalais K. P. Oli était violemment évincé du pouvoir par la foule en colère. Un camouflet pour la Chine, alors qu'une coïncidence impitoyable faisait emporter quelques jours plus tôt par des pluies torrentielles le « Pont de l'Amitié », inauguré en 2019 et reliant les deux pays au niveau du col de Rasuwa. En 48 heures, c'est toute la classe politique népalaise qui disparaissait, et une nouvelle Première ministre était élue sur une plate-forme de jeux, le gouvernement Oli ayant suspendu les principaux réseaux sociaux. Le mythe de la *Gen Z* était né, et de Madagascar à Mexico, les jeunes en lutte contre la corruption des élites au pouvoir étaient inspirés par la jeunesse népalaise. Cependant, de nombreuses questions se posent sur les auteurs des violences les plus importantes et des forces réactionnaires pourraient profiter de cette période de turbulence.

Cette crise, qui a vu l'effondrement de l'ordre politique établi et l'émergence d'un gouvernement intérimaire dirigé par l'ancienne présidente de la Cour suprême Sushila Karki, s'inscrit dans un contexte plus large de tensions géopolitiques croissantes, de désillusion sur un processus démocratique inabouti et de revendications identitaires non résolues. Pour comprendre ces événements et leurs implications, il est essentiel d'analyser non seulement les causes immédiates mais aussi les dynamiques structurelles qui sous-tendent les actuelles institutions népalaises, ainsi que les jeux de pouvoir avec les puissants voisins. Le mandat donné au gouvernement intérimaire d'organiser des élections et de poursuivre les auteurs de violences des 8 et 9 septembre est en soi source de tension car la Première ministre aura besoin de la coopération de ces mêmes acteurs politiques pour organiser des élections. Au niveau régional, si la Chine privilégie la stabilité chez son voisin du Sud, proche géographiquement et culturellement du Tibet, l'Inde du BJP voit dans cette instabilité la possibilité de promouvoir deux volets importants de son agenda : contenir la présence chinoise, et favoriser le retour de la monarchie hindoue au Népal. Aussi, les ingérences pourraient être importantes dans les mois à venir. Le principal test réside dans le maintien de la paix relative qui est revenue depuis le 10 septembre, et dans l'organisation des élections, prévues pour le mois de mars 2026.

ANALYSE DES ÉVÉNEMENTS DES 8 ET 9 SEPTEMBRE 2025

Le 8 septembre 2025, des milliers de jeunes Népalais sont descendus dans la rue pour protester contre le népotisme, la corruption et l'interdiction des réseaux sociaux. Ces manifestations initialement pacifiques¹, ont tourné au drame lorsque les forces de l'ordre ont ouvert le feu sur la foule, faisant au moins 19 morts. Resté imperturbable face à cette violence, le Premier ministre K.P. Oli a rejeté les appels à la démission après la mort des étudiants et élèves, contrairement à son ministre de l'Intérieur, et nie avoir donné l'ordre de tirer², arguant de l'infiltration des manifestations par des inconnus et même d'un complot.³ Le 9 septembre, malgré l'entrée en vigueur progressive de couvre-feux, une foule encore plus importante et plus diverse en âge et en motivations a participé aux violences, incendiant les maisons des dirigeants des trois principaux partis politiques⁴, les sièges des trois branches du gouvernement: Singha Durbar (l'exécutif), le parlement fédéral et la Cour suprême, ainsi que des centaines de postes de police, mairies et autres bâtiments officiels, tant dans la capitale qu'en région. On décompte aussi l'attaque de prisons (permettant aux détenus de s'évader) et d'importantes destructions matérielles, notamment de nombreux biens réputés appartenir à des dirigeants de partis politiques ou à leur entourage⁵.

Forcé de démissionner, Oli a été tout comme les autres dirigeants politiques attaqués, évacué par l'armée lors de spectaculaires opérations d'hélitreuillage et placé au secret pendant plusieurs jours au camp militaire de Shivapuri au nord de Katmandou⁶. Au total, quelque 75 personnes sont mortes en deux jours, parmi lesquelles 19 manifestants de la Gen Z. Selon plusieurs sources concordantes⁷, il est peu probable que les départs de feu aient pu se faire

¹ Selon des membres de la Gen Z interviewés par l'auteure, des messages avaient circulé sur les réseaux sociaux notamment Facebook – auquel ils avaient accédé via des VPN en raison de l'interdiction – incitant les jeunes à porter leurs tenues d'écoliers « car le droit international interdit de tirer sur les écoliers ». Entretiens menés à Kathmandou en novembre 2025.

² KP Sharma Oli, “Oli denies his government ordered police to shoot protesters,” *The Kathmandu Post*, 19 septembre 2025. <https://kathmandupost.com/national/2025/09/19/oli-denies-government-ordered-police-to-shoot-protesters>

³ Dans la réalité de la légalité népalaise, l'ordre de tirer devrait suivre le schéma suivant : Premier ministre (UML) – ministre de l'Intérieur (Congrès) – Chief Disctrict Officer (responsable administratif le plus élevé d'une unité locale, équivalent du préfet) – police.

⁴ Il s'agit de : Sher Bahadur Deuba du Congrès népalais (NC), Khadga Prasad Oli du Parti communiste du Népal – marxiste-léniniste unifié (ou CPN-UML, en abrégé UML) et Pushpa Kamal Dahal (dit Prachanda, son nom de guerre pendant l'insurrection maoïste de 1996-2006) du Parti communiste maoïste (NPC – MC, communément appelé MC).

⁵ The Chosun Daily. 2025. “Protesters target Hilton Kathmandu over elite wealth ties.” *The Chosun Daily*, 12 septembre 2025. <https://www.chosun.com/english/world-en/2025/09/12/4CJOSAZZ35F2HISEK3ZRW2DMT4/>

⁶ Les dirigeants auraient été placés en isolement et sans accès à leurs téléphones. Entretiens menés à Kathmandou en novembre 2025.

⁷ Article du *New York Times* corroboré par des entretiens menés à Katmandou en novembre 2025.

spontanément de manière aussi coordonnée (à la même heure sur plusieurs sites à Katmandou ainsi qu'en province) et aussi spécifique (départ de feu notamment à la Cour suprême ciblant les archives). Le nom de Durga Prasai (hommes d'affaires discrédié militant activement pour la réinstallation de la monarchie, voir également ci-dessous) revient souvent comme organisateur probable d'une partie des violences de la deuxième journée. Enfin, d'autres personnes ont pu participer à la violence généralisée par esprit de vengeance ou pour régler des comptes personnels ou politiques.

L'armée, seule institution fonctionnelle, a joué un rôle important, sans pour autant prendre le contrôle. Le vide créé pendant plusieurs jours avec l'incarcération des politiques sauvés par l'armée aurait pu aboutir à une prise du pouvoir par d'autres acteurs, comme le roi déchu et ses partisans, ou l'armée.⁸ Ce risque demeure dans le cas où la détérioration de la sécurité empêcherait l'organisation des élections prévues en mars 2026.

Causes immédiates : la campagne "NepoBaby" et l'interdiction des réseaux sociaux

Pendant des semaines avant les manifestations, de jeunes Népalais avaient mené en ligne une campagne⁹ dénonçant les « NepoBabies », inspirée des mouvements protestataires aux Philippines et en Indonésie. Cette campagne ciblait les enfants de l'élite politique et économique népalaise. Leurs vies luxueuses, étalées sur les réseaux sociaux, contrastaient violemment avec la situation de Népalais ordinaires vivant au jour le jour. Si la corruption est endémique au Népal, la coalition formée par l'UML et le NC en 2024 est certainement la plus corrompue de l'histoire du pays. C'est d'ailleurs le principal point commun entre les anciens alliés, dont l'agenda politique déclaré se trouve aux antipodes l'un de l'autre. Par ailleurs, le gouvernement avait fixé un délai aux géants technologiques de réseaux sociaux pour s'enregistrer au Népal pour continuer à opérer, à l'expiration duquel il a procédé à l'interdiction. Pour la génération Z (née entre 1997 et 2012), cette interdiction a été perçue comme une tentative d'étouffer la liberté d'expression et notamment les critiques contre l'entourage des politiciens. Si la volonté de réguler les réseaux sociaux peut apparaître salutaire, cette initiative du gouvernement Oli, un communiste nationaliste, trahit en réalité une dérive autoritaire, qui correspond à son style personnel. Depuis son arrivée au pouvoir en

⁸ <https://myrepublica.nagariknetwork.com/news/brihat-nagarik-andolan-questions-nepali-armys-intent-warns-of-plot-against--56-78.html> corroboré par Entretiens à Katmandou en novembre 2025 avec des journalistes népalais, des membres de la société civile et des diplomates.

⁹ Ahmer Khan, “Deadly Gen Z protests expose decades of systemic rot in Nepal,” *The New Humanitarian*, 18 septembre 2025. <https://www.thenewhumanitarian.org/analysis/2025/09/18/deadly-gen-z-protests-expose-decades-systemic-rot-nepal#:~:text=Nepal%20ranked%20107th%20out%20of,%E2%80%9CEverybody%20wanted%20a%20change>

2024 suite à un accord avec Deuba du NC, le Premier ministre avait resserré la législation sur les ONG¹⁰, introduit l'interdiction des réseaux sociaux, ainsi que, quelques jours avant les émeutes, l'obligation pour les étrangers de s'enregistrer¹¹. Dans le même temps, son parti l'UML annulait les limites d'âge et de mandat¹² pour la présidence du parti, lui ouvrant la voie, à 74 ans, pour rester à la tête du parti *ad vitamin eternam*. Cette tendance autoritaire et nationaliste croissante, couplée avec un rapprochement remarqué avec la Chine, a irrité un grand nombre de personnes, y compris au sein de son propre parti.

Une démocratisation inaboutie et un rapprochement controversé avec la Chine

Si l'élément déclencheur de la violence généralisée fut la répression sanglante du 8 septembre, qui a choqué tous les Népalais, un malaise plus profond est sous-jacent à cette crise inédite. Tout d'abord, la génération Z népalaise a grandi après la guerre (insurrection maoïste 1996-2006), dans la promesse d'un Népal où elle pourrait mener une vie meilleure que celle des aînés. Au lieu de cela, elle a été confrontée à une économie défaillante, un népotisme inégalé, peu de perspectives d'emploi et une pression croissante à migrer en raison de l'absence d'avenir valable au Népal. Le Népal se classe 108ème sur 180 pays dans l'indice de perception de la corruption de Transparency International 2023, derrière le Bhoutan, les Maldives et l'Inde. Bien que la pratique de la corruption ne soit pas nouvelle¹³, elle est de plus en plus visible. Quelque 2 000 Népalais, majoritairement des hommes, quittent le pays quotidiennement¹⁴, générant environ 30% du PIB mais aussi de nombreux problèmes sur le plan social, culturel et familial. Les familles de Népalais décédés en raison des accidents de travail dans les pays du Golfe, sur le champ de bataille en Ukraine, ou à Gaza, en font porter la responsabilité aux autorités, qui n'ont pas su protéger les citoyens.

Deuxièmement, depuis l'accord de paix qui a mis fin au conflit et l'adoption de la Constitution très progressiste de 2015, le Népal a consolidé les acquis du processus de paix :

¹⁰ Anil Giri, "Government pushes for tough ethics code for officials, I/NGOs," *The Kathmandu Post*, 2 août 2024, <https://kathmandupost.com/national/2024/08/02/government-pushes-for-tough-ethics-code-for-officials-i-ngos>.

¹¹ "Nepal to register and monitor foreign tourists through electronic system," *OnlineKhabar*, 2 septembre 2025, <https://english.onlinekhabar.com/monitor-tourists-electronic-system.html>

¹² "UML removes age limit and two-term restriction on executive positions," *MyRepublica*, 18 juillet 2025, <https://www.myrepublica.nagariknetwork.com/news/uml-removes-age-limit-and-two-term-restriction-on-executive-positions-39-89.html>

¹³ La monarchie notamment, était au moins aussi corrompue et elle est notamment accusée d'avoir vendu de nombreux trésors religieux à l'étranger. Cependant l'information du grand public était très limitée avant l'avènement de la démocratie et le développement de l'éducation (interdite jusqu'en 1950).

¹⁴ <https://www.senat.fr/europe-et-international/international/groupes-interparlementaires-damitie/autres-activites-des-groupes-interparlementaires-damitie/groupe-france-nepal-6.html>

démilitarisation des combattants, fédéralisme, inclusion... La Constitution était d'abord une conclusion au processus de paix et une réponse aux aspirations identitaires des communautés marginalisées sous la monarchie hindoue de droit divin. Depuis l'unification du Népal en 1769 jusqu'à l'abolition de la monarchie en 2008, les communautés birmanes-tibétaines (dites mongoles) souvent bouddhistes, les Kirants, les Limbus, les Tharus (religions animistes, en partie convertis à l'hindouisme et méprisés en tant que peuples indigènes et supposés arriérés par les castes hindoues au pouvoir), les Madheshis, les Dalits (caste officiellement disparue des intouchables), et les femmes, ont acquis des droits sociaux et politiques. Grâce à la Constitution, le pays ne compte plus de groupes armés non-étatiques, les élections sont organisées en temps et de manière pacifique. Au niveau local, l'accès aux services publics est en net progrès¹⁵. Cependant, tant une méconnaissance de ces résultats (car les élites résidant à Katmandou avaient déjà accès au pouvoir et aux services et ne mesurent pas le changement), qu'une mise en œuvre incomplète des dispositions concernant le fédéralisme (les partis ne sont pas démocratiques et rechignent à donner au niveau provincial l'autonomie attendue) n'ont pas permis de faire connaître ces acquis. Enfin, les luttes identitaires et corporatistes ont été généralement menées de manière mutuellement exclusive, sans vision commune ni coopération pour le progrès du pays dans son ensemble.

Troisièmement, alors que le Népal compte plus de 250 ans de politique étrangère indépendante¹⁶ et a su savamment doser le délicat équilibre entre ses grands voisins, l'arrivée de K.P. Oli au pouvoir marque un rapprochement prononcé avec la Chine. Bien qu'ayant débuté ses exploits révolutionnaires en Inde (où il fut attiré par la rébellion naxalite¹⁷ dans sa jeunesse), la carrière politique d'Oli s'est bien transformée au cours des dernières décennies, notamment après un passage en prison, et il est aujourd'hui perçu comme l'homme des Chinois. C'est d'ailleurs sous son mandat en 2016 qu'a été signé le programme des Nouvelles routes de la soie (NRS, ou BRI) avec le Népal, et qu'il a été ratifié en 2024, à nouveau sous son mandat. L'influence grandissante de la Chine a inquiété de nombreux Népalais attachés à la souveraineté du pays.

¹⁵ Entretiens en régions en 2023-2024.

¹⁶ Cf. Notamment Leo E. Rose, *Nepal: Strategy for Survival*, Mandala Book Point 2010

¹⁷ Lire notamment : Sudheer Sharma, *The Nepal Nexus - An Inside Account of the Maoists, the Durbar and New Delhi*, Penguin, 2021, pour le parcours des principaux leaders et les relations entre les partis politiques, l'armée et le roi.

LES ACTEURS DE LA CRISE

Les partis politiques, autorisés après 1990, ont été en lutte constante avec l'armée et la monarchie jusqu'à l'abolition de cette dernière en 2008. Ce n'est qu'à cette date, et surtout après l'adoption de la Constitution de 2015, qu'ils ont pu diriger le pays. S'il faut prendre en compte la relative brièveté de l'expérience, force est de constater que leurs dirigeants, tous âgés, de sexe masculin et appartenant aux hautes castes hindoues, ont accaparé le pouvoir avec cynisme et incompétence. En effet, si le pays compte aujourd'hui des dizaines de partis, trois d'entre eux ont établi un quasi-monopole par la formation successive de coalitions fragiles et improbables : le parti du Congrès népalais (NC, dirigé par Sher Bahadur Deuba), le Parti communiste du Népal – marxiste-léniniste uniifié (ou CPN-UML, en abrégé UML, de Khadga Prasad Oli) et le Parti communiste maoïste (NPC – MC, communément appelé MC) de Pushpa Kamal Dahal (dit Prachanda, son nom de guerre pendant l'insurrection maoïste de 1996-2006). Ces dirigeants ont résisté à l'arrivée de nouveaux cadres (à part le RSP, voir ci-dessous). La plupart ont été eux-mêmes militants voire insurgés mais, aussitôt au pouvoir, ont eu les comportements les plus autocratiques. Ils comptent donc parmi les principaux responsables de ce chaos et ce soulèvement marque l'échec du gouvernement par les partis politiques. L'actuel système électoral mixte (scrutin uninominal majoritaire et représentation proportionnelle) rend pratiquement impossible l'obtention d'une majorité absolue et produit des coalitions instables. Cinq gouvernements se sont succédé entre les élections législatives de décembre 2022 et juillet 2024. Si l'instabilité politique est chronique¹⁸, l'accès croissant à l'information rend les attentes plus ambitieuses et les échecs plus patents. Ainsi, aux demandes initiales des groupes identitaires, des femmes, des corporations et des Dalits, se sont ajoutées de nouvelles revendications d'inclusivité formulées par les jeunes, négligés trop longtemps.

La frustration couvait également au sein de la jeunesse de tous les principaux partis politiques - frustration face à la monopolisation du pouvoir par les aînés, la prise de décision fort centralisée, et le refus de reconnaître la légitimité de certaines des questions soulevées par la génération Z. Ainsi, les « jeunes » dirigeants (déjà quinquagénaires pour la plupart) des anciens partis politiques ont publié des déclarations exprimant leur solidarité avec le mouvement et promettant de changer leurs façons de faire. Le soulèvement a ouvert la porte

¹⁸ Lire notamment le très riche et très documenté *Singha Durbar: Rise and Fall of the Rana Regime of Nepal* de Sagar S. J. B. Rana, Rupa Publications India, 2017

à la possibilité de changements culturels, organisationnels et de leaderships significatifs dans les partis établis mais l'ancienne garde veille.

En 2022, un nouveau parti, le Rastriya Swatantra Party (RSP), dirigé par des cadres plus jeunes, a créé la surprise en arrivant en quatrième position aux élections, et en devenant une force importante au sein de la Chambre des représentants dissoute. Son dirigeant Rabi Lamichhane a cependant été poursuivi pour corruption et pour infraction à la législation sur la nationalité et emprisonné. Le parti RSP tente aujourd'hui de canaliser certaines revendications des jeunes et leurs voix, lançant des discussions pour unir les "forces alternatives" avant les élections. Cependant, la réputation de son dirigeant étant compromise, le parti ne pourrait se positionner en force crédible qu'avec l'élection de nouveaux leaders comme Swarnim Wagle. Le maire de Katmandou, Balendra Shah, ancien rappeur, a lui aussi incarné un espoir avec ses méthodes nouvelles (comme la transmission en ligne et en directe des débats du conseil municipal), son identité différente (il ne fait pas partie de la haute caste des Brahmins, contrairement à tous les autres dirigeants de parti) et sa jeunesse. Mais il fait aussi l'objet de critiques en se plaçant au-dessus des lois.

Les manifestants de la génération Z (les Népalais âgés de 13 à 28 ans) ne sont pas un groupe organisé. On ne sait pas qui a annoncé en premier les manifestations du 8 septembre, mais certains jeunes en ont pris la tête, notamment Sudan Gurung, fondateur de l'ONG Hami Nepal et acteur principal dans les négociations avec le chef de l'armée et le président, ainsi qu'Akriti Ghimire, fondatrice du groupe « How to Desh Bikas » ou encore Rakshya Bam. L'intérêt du mouvement Gen Z est de poser la question de la participation de la société civile à la gouvernance et de la transformation politique sans les partis, de la même manière que les printemps arabes en leur temps, et que des mouvements plus récents en France (gilets jaunes, mais aussi conférence citoyenne pour le climat). Au Népal comme ailleurs, les revendications des jeunes sont plus horizontales, non seulement dans leur mode d'action mais aussi par leur contenu, qui se différencie des aspirations idéologiques et des luttes corporatistes de leurs aînés et touche une majorité de la population lassée par le cynisme et la corruption des oligarchies au pouvoir. L'expérience démontre cependant que ces mouvements horizontaux, même lorsqu'ils représentent des aspirations réelles et valides, peuvent connaître le succès dans le renversement de régimes (Printemps arabes en Égypte, Tunisie et Yémen en 2012, Balai citoyen au Burkina Faso en 2014, et plus récemment Bangladesh et Madagascar), mais

ont peu de chances d'aboutir à des changements structurels. Une récente étude¹⁹ observe même une baisse d'effectivité des mouvements non-violents. Le Népal, pays qui n'a jamais été colonisé et a sa propre façon de faire les choses, va-t-il trouver une autre voie ?

Le mouvement horizontal n'a également pas tardé à connaître divisions²⁰ et tiraillements, notamment autour de la personnalité contestée de Sudan Gurung, soupçonné de liens avec l'Occident²¹. Il est également accusé de tenter d'abolir la Constitution et de s'écartier des valeurs du changement démocratique. Plusieurs éléments positifs demeurent encourageants : tout d'abord, la Gen Z népalaise a innové en élisant²² la Première ministre intérimaire en ligne, sur une plate-forme de jeux. Ensuite, de nombreux jeunes, qui ne prenaient pas la peine de voter devant l'accaparement du pouvoir par la classe âgée et corrompue, s'inscrivent aujourd'hui sur les listes électorales, et créent de nouveaux partis²³ afin de pouvoir se présenter aux prochaines élections. Enfin, malgré les divisions et les désaccords, la Gen Z a rapidement présenté au gouvernement intérimaire un plan d'action²⁴ avec ses demandes. Celles-ci incluent, outre la création d'un gouvernement intérimaire dirigé par une personne de leur choix (avec pour principal mandat la dissolution du parlement et l'organisation d'élections dans les six mois) ; l'ouverture d'une enquête équitable et impartiale sur les meurtres du 8 septembre et des poursuites pénales contre tous les responsables; une commission indépendante pour enquêter sur la richesse et les biens accumulés par les politiciens; la fin de la corruption systémique; la représentation des jeunes dans tous les organes de l'État; la priorité à l'éducation gratuite, les services de santé et le droit à l'emploi par les futures institutions.

¹⁹ Erica Chenoweth, "The Future of Nonviolent Resistance," *Journal of Democracy* 31, no. 3 (juillet 2020): 69-84, <https://www.journalofdemocracy.org/articles/the-future-of-nonviolent-resistance-2/>.

²⁰ "Street scuffle erupts as Gen Z groups disagree on next leader," *MyRepublica*, 2025, <https://myrepublica.nagariknetwork.com/news/street-scuffle-erupts-as-gen-z-groups-disagree-on-next-leader-10-90.html>.

²¹ Hami Nepal est une organisation humanitaire à but non lucratif, créée après le séisme dévastateur qui a frappé le Népal en 2015 mais formellement enregistrée en 2020 pendant la pandémie de Covid-19. Des rumeurs circulent sur les réseaux sociaux, selon lesquelles Gurung et Hami Nepal seraient soutenus par la CIA et d'autres organisations occidentales, voire que Gurung serait un Indien chrétien de Darjeeling, ce qui l'a conduit à publier une copie de son certificat de citoyenneté sur Discord.

²² "MyRepublica, "Gen Z conducting virtual voting to select ministers," *MyRepublica*, 2025, <https://myrepublica.nagariknetwork.com/news/gen-z-conducting-virtual-voting-to-select-ministers-33-67.html>

²³ "New parties emerge to challenge the old guard at March elections," *The Kathmandu Post*, 19 octobre 2025, <https://kathmandupost.com/politics/2025/10/19/new-parties-emerge-to-challenge-the-old-guard-at-march-elections>

²⁴ "Gen Z present 13-point 'mandate' to interim govt led by Sushila Karki," *MyRepublica*, 16 septembre 2025, <https://myrepublica.nagariknetwork.com/news/gen-z-present-13-point-mandate-to-interim-govt-led-by-sushila-karki-78-66.html>

La Première ministre intérimaire Sushila Karki, ancienne présidente à la retraite de la Cour suprême, a été élue sur la plate-forme Discord dans une première mondiale. Bien que septuagénaire et peu connue de la jeunesse, elle l'a emporté sur d'autres figures plus charismatiques, comme par exemple Balendra Shah (le maire de Katmandou). Première femme juge, connue pour son intransigeance sur les dossiers de corruption, elle a aussi créé le consensus par son comportement courageux en rejoignant le 9 septembre la foule défilant dans les rues pour protester contre les meurtres de la veille. La Constitution népalaise de 2015 n'envisage pas qu'une personne extérieure au parlement fédéral devienne Première ministre (Karki n'est pas parlementaire). Cependant, la doctrine de nécessité a permis au président de la nommer en vertu de l'article 61(4) de la Constitution népalaise.

Les premières nominations effectuées par la Première ministre intérimaire Karki, qui incluent des femmes et des Dalits, deux groupes traditionnellement exclus du pouvoir tant par l'ancienne monarchie que par les caciques des partis politiques, marquent une rupture et un progrès symbolique. Elle a également recruté plusieurs représentants de la Gen Z dans son cabinet afin de donner des gages au mouvement et de ne pas se couper des aspirations des jeunes, et a nommé Bablu Gupta (activiste et fondateur d'une ONG humanitaire âgé de 28 ans) ministre de la Jeunesse et des Sports. Dans une logique toute népalaise, elle a également demandé le retour des détenus évadés²⁵ (un grand nombre a obéi) et des biens volés²⁶. Sa nomination a été saluée par les Népalais de la diaspora²⁷, venant signaler un soutien²⁸ qui pourra s'avérer précieux.

Le gouvernement intérimaire a annoncé ses quatre objectifs : l'organisation des élections avant le 5 mars 2026, le contrôle de la corruption et les sanctions pour les auteurs, les poursuites contre les responsables de la violence lors des manifestations de la génération Z, et des mesures économiques pour renforcer le secteur privé. Atteindre ces objectifs demande du temps, et il est peu probable qu'ils soient atteints pendant la durée de vie annoncée de l'actuel gouvernement, rendant difficile la tenue d'élections en mars 2026. La tâche de madame Karki sera compliquée par quatre facteurs additionnels : la lenteur et l'inefficacité légendaires de la bureaucratie népalaise, la rébellion probable des partis qui ont

²⁵ "Police HQ urges escaped prisoners to surrender immediately," *The Rising Nepal*, 24 octobre 2025, <https://risingnepaldaily.com/news/68170>.

²⁶ "President's office urges return of looted items," *MyRepublica*, 15 septembre 2025, <https://myrepublica.nagariknetwork.com/news/presidents-office-urges-return-of-looted-items-97-67.html>.

²⁷ "NRNs extend congratulations to PM Karki," *MyRepublica*, 14 septembre 2025, <https://myrepublica.nagariknetwork.com/news/nrns-extend-congratulations-to-pm-karki-68-26.html>.

²⁸ Si les travailleurs à l'étranger, qui contribuent au PNB à hauteur de 30%, ne votent pas, ils jouent un rôle important notamment en donnant des consignes de vote à leur famille, dont ils sont le principal soutien.

traditionnellement monopolisé le pouvoir, les ingérences des pays voisins, et l'agitation par les forces royalistes. Une union sacrée inattendue pourrait ainsi voir le jour entre les groupes opposés à la consolidation de la démocratie et au succès des prochaines élections, et en premier lieu l'UML d'Oli et les royalistes. Ces groupes pourraient aussi tenter de limiter le rôle de la communauté internationale et on peut s'attendre à une montée des discours populistes et xénophobes. D'ores et déjà, Oli met violemment en doute²⁹ la légitimité de la Première ministre.

Le rôle ambigu de l'armée et les partisans de la monarchie. Si le Népal a réussi, contrairement aux autres royaumes himalayens à préserver son indépendance³⁰, c'est en partie grâce à ses capacités à se défendre et à son armée mondialement connue pour ses Gurkhas. Le Népal est aussi le contributeur de troupes de maintien de la paix. L'armée, dirigée par la caste des Chhetris, est puissante et prestigieuse.

Au service du roi depuis ses origines jusqu'à la suppression de la monarchie, elle a aujourd'hui l'occasion de prouver qu'elle s'est démocratisée et qu'elle est au service de la Constitution et de l'ensemble des institutions et des citoyens. L'armée a joué un rôle ambigu dans cette révolte. Si elle a été un recours pour la population alors que l'ensemble des autres institutions étaient attaquées, elle a évité de se mettre au premier plan³¹, et contrairement à ce qui s'est passé à Madagascar, elle n'a pas confisqué la révolte. Son chef d'État-major, le Général Ashok Raj Sigdel, a réussi à se placer en arbitre en réunissant les représentants de la Génération Z et le Président pour des pourparlers dès le 11 septembre. Or, il a créé la surprise en invitant également à ces négociations Durga Prasai, entrepreneur médical discrédité, compromis avec plusieurs des partis aujourd'hui honnis avant de prendre la tête en 2023 d'un mouvement dénonçant le fédéralisme et la laïcité et demandant le retour de la monarchie hindoue. Si les représentants des jeunes ont rejeté catégoriquement cette option³², l'on peut se demander

²⁹ "UML chair Oli labels Karki-led govt unconstitutional, questions election integrity," *MyRepublica*, 2025, <https://www.myrepublica.nagariknetwork.com/news/uml-chair-oli-labels-karki-led-govt-unconstitutional-questions-election-int-77-31.html>

³⁰ Ainsi, Mao affirmait que le Tibet était la paume de la main droite de la Chine, avec les cinq doigts formés par le Népal, le Ladakh, le Bhoutan, le Sikkim, la province de NEFA (actuel Anural Pradesh). Alors que la plupart de ses voisins ont été englobés par les deux géants, le Népal demeure farouchement indépendant en dépit de ses problèmes de développement, d'instabilité politique et de connectivité.

³¹ "Nepal Army's Calculated Restraint: Why It Stood Back...," NIICE, 31 octobre 2025, <https://niice.org.np/archives/11883>

³² "Gen Z walk out of talks after Army Chief calls Durga Prasai and RSP stakeholders," *MyRepublica*, 10 septembre 2025, <https://myrepublica.nagariknetwork.com/news/gen-z-walk-out-of-talks-after-army-chief-calls-durga-prasai-and-rsp-stakeho-21-67.html>

si l'armée n'a pas ainsi offert à Durga Prasai (et au roi déchu) une opportunité de profiter du vide institutionnel pour s'approprier le pouvoir.

La communauté internationale peut influencer les événements en apportant un soutien au gouvernement Karki et aux élections en vue de la sortie de crise, et tout particulièrement les deux grands voisins. Si la Chine privilégie historiquement la stabilité chez son voisin du sud, le BJP indien pourrait voir dans cette instabilité la possibilité de promouvoir deux volets importants de son agenda : le recul de la présence chinoise, et le retour de la monarchie hindoue au Népal.

Les relations avec l'Inde remontent à plusieurs siècles et sont fondées principalement sur le commerce, les échanges culturels et religieux et les mouvements de populations. L'Inde indépendante s'est vivement impliquée dans la politique intérieure népalaise, générant un fort sentiment anti-indien, aggravé par le blocus informel de 2015³³. L'actuel premier ministre indien est accusé de faire pression sur le Népal pour qu'il ré-instause l'État hindou et d'encourager les démonstrations de force et la violence par les extrémistes hindous, notamment par le recrutement de partisans de la Rastriya Shiv Sena (Armée de Shiva, RSS) au Népal³⁴. À Katmandou, nombreux sont ceux qui voient derrière le soulèvement la main de Delhi. Si l'Inde nie³⁵ et est plutôt soulagée de voir arriver au pouvoir Sushila Karki, éduquée à l'Université de Bénarès, en remplacement de K. P. Oli qui avait choisi Beijing pour sa première visite officielle, brisant avec la tradition, il ne faut pas sous-estimer les objectifs ni la puissance de frappe (notamment au moyen du financement de groupes extrémistes hindous au Népal) de certaines forces indiennes au sein du BJP et de la RSS.

La Chine, qui a traditionnellement privilégié les relations d'État à État sans interférer dans la politique intérieure ni s'engager avec des acteurs politiques depuis l'établissement de

³³ Le Népal connaît alors un des pires tremblements de terre de son histoire et dans un rare moment de responsabilisation la classe politique finalise l'adoption de la Constitution d'après-guerre. Constitution qui ne plaît pas à l'Inde, qui met en place sous un prétexte sécuritaire un blocus qui ne dit pas son nom, coupant le pays de vivres et de secours à un moment de grande détresse. La Chine a beau jeu alors d'envoyer quelques camions symboliques mais qui ont grandement contribué à son image positive.

³⁴ "Experts raise serious concerns about the rapid spread of BJP-led Hindutva politics in Nepal," *MyRepublica*, 27 juillet 2023, <https://myrepublica.nagariknetwork.com/news/experts-raise-serious-concerns-about-the-rapid-spread-of-bjp-led-hindutva-politics-in-nepal>

³⁵ "External Affairs Minister Jaishankar denies Indian hand in Nepal royalist movement," *Asia News Network*, 19 mars 2025, <https://asianews.network/external-affairs-minister-jaishankar-denies-indian-hand-in-nepal-royalist-movement/>

relations diplomatiques avec le Népal en 1995³⁶, s'est progressivement impliquée dans la politique interne à la faveur de deux facteurs: l'importance nouvelle des partis népalais avec la démocratisation, et l'arrivée au pouvoir de Xi Jinping et sa vision plus ambitieuse pour la région et pour le monde. Après avoir longtemps profité des faux-pas indiens au Népal pour se présenter comme une puissance neutre et bienveillante³⁷, la Chine risque par son implication croissante dans la vie politique népalaise et son soutien actif au Parti communiste, dont elle a favorisé plusieurs fois l'arrivée au pouvoir³⁸, de se trouver bientôt prise au piège népalais et perdre de son *soft power*. Aussi la chute du gouvernement népalais et le désordre du pays est perçue comme un véritable camouflet et c'est de manière assez laconique³⁹ que la Chine a officiellement félicité le gouvernement Karki. Le Dalai-Lama a félicité chaleureusement⁴⁰ le nouveau gouvernement Karki.

Afin de garantir d'une part la transparence et la crédibilité du processus électoral et de limiter d'autre part les manœuvres des partis politiques et autres acteurs, la Commission électorale a invité des observateurs nationaux et internationaux à surveiller les élections parlementaires prévues pour le 5 mars. C'est l'occasion pour la communauté internationale d'agir, non seulement en déployant des observateurs le jour J, mais en travaillant en amont : sur le plan diplomatique, pour soutenir Karki et amener l'armée et les partis à respecter le jeu démocratique ; sur le plan programmatique, en finançant les mécanismes favorisant l'inclusivité et visant à limiter les discours de haine.

DÉFIS ET SCÉNARIOS POUR LA SORTIE DE CRISE

Les défis pour le gouvernement intérimaire sont nombreux et de plusieurs ordres, le principal défi résidant dans la capacité à organiser les élections de mars 2026 dans des conditions acceptables de transparence et de participation. Enfin, il devra éviter d'ouvrir la boîte de

³⁶ Après le Royaume-Uni (1816), les Etats-Unis (1947), l'Inde (1947) et la France (1949). <https://mofa.gov.np/pages/bilateral-relations-2/>

³⁷ Cf. Notamment sur l'implication de la Chine au Népal : Amish Raj Mulmi, *All Roads Lead North ; China, Nepal and the Contest for the Himalayas*, Hurst Publishers, 2021

³⁸ "Chinese envoy Hou Yanqi exceeds diplomatic brief, pressurises leaders of Nepal's Communist Party," *Swarajya Mag*, [date de publication si disponible], <https://swarajyamag.com/insta/chinese-envoy-hou-yanqi-exceeds-diplomatic-brief-pressurises-leaders-of-nepals-communist-party>

³⁹ "China congratulates PM Karki, expresses commitment of collaboration," *MyRepublica*, 14 septembre 2025, <https://www.myrepublica.nagariknetwork.com/news/china-congratulates-pm-karki-expresses-commitment-of-collaboration-57-68.html>

⁴⁰ Dalai Lama, "Dalai Lama congratulates Nepal's interim Prime Minister Sushila Karki," *The Himalayan Times*, 13 septembre 2025, <https://thehimalayantimes.com/nepal/dalai-lama-congratulates-nepals-interim-prime-minister-sushila-karki>

Pandore d'une réforme constitutionnelle, qui pourrait s'accompagner de revendications ethniques et de la réinstallation de la monarchie.

Les élections prévues pour mars 2026 seront-elles tenues ?

Peu d'observateurs considèrent réaliste⁴¹ la tenue des élections en mars 2026, pour des raisons techniques (réglementation contraignante, faiblesse de l'administration, financement) et politiques, en dépit des intentions de la part du gouvernement intérimaire de les organiser. Un retard de quelques mois, voire jusqu'à la fenêtre de novembre 2026 (après la saison des pluies et la saison des festivals religieux) est possible, à condition que les élections soient menées selon des normes reconnues. Au-delà, la légitimité continue et la base juridique du gouvernement intérimaire pourraient être remises en question par ses opposants, ouvrant la porte à des mouvements de protestation de plus en plus importants, voire à la violence généralisée, et sur le plan institutionnel à une reprise en main par des forces réactionnaires rendant possible une révision importante et controversée de la Constitution. Plus cette période de transition durera, plus grandes seront les opportunités pour les saboteurs et pour la régression politique.

Un délai que les partis pourront également utiliser pour revenir sur le devant de la scène. Ainsi, alors que Sher Bahadur Deuba, président du Congrès (NC), âgé de 80 ans a accepté de se retirer de la vie politique, K. P. Oli et Pushpa Kamal Dahal (dit Prachanda) n'ont manifesté aucune intention de la sorte. Dahal, 71 ans, déjà Premier ministre par trois fois, a même déjà intégré une dizaine de petits partis communistes (tous dirigés par des vieillards)⁴² au sein de sa formation maoïste, afin de se présenter aux élections avec un nouveau parti, le Nepal Communist Party (Parti communiste népalais, NPC). Oli, quatre fois Premier ministre et commanditaire présumé du meurtre des jeunes le 8 septembre, entend se maintenir à la tête de son parti et à la tête du pays. Aussi, il réfute l'organisation d'élections et exige la réinstallation de l'Assemblée nationale dissoute. Ces partis risquent ainsi de saboter le jeu politique, en mettant en cause la Première ministre Karki et le processus électoral, ou en s'arc-boutant au pouvoir sans laisser la place aux jeunes cadres ou aux nouveaux partis.

⁴¹ Entretiens à Katmandou en novembre 2025

⁴² Paban Raj Pandey, "Not a risk worth taking," *The Kathmandu Post*, 15 novembre 2025, <https://kathmandupost.com/columns/2025/11/15/not-a-risk-worth-taking>.

La réinstallation d'une monarchie hindoue est-elle envisageable ?

En l'absence d'assentiment de la majorité de la population pour le rétablissement de la monarchie abolie dans des circonstances dramatiques⁴³, les royalistes et leurs partisans ont saisi l'opportunité offerte par les manifestations de la génération Z et la rupture politique qu'elles signifient pour se manifester. Ils ont ainsi tenté de s'insérer dans le processus politique⁴⁴ lors des négociations entre les représentants de la Z, le Président et l'armée népalaise, avec la complicité de cette dernière. Ceci est leur troisième tentative ces deux dernières années, après les manifestations violentes de novembre 2023 et surtout de mars 2025. Les revendications des royalistes reposent sur le sentiment que la laïcité (très relative) a été imposée par les partenaires occidentaux dans le cadre de leur soutien au processus de paix, et que le Népal aurait perdu de son influence et de son prestige. Ces positions sont soutenues et attisées par le BJP indien et par la RSS, qui encouragent les tensions ethniques et religieuses, en particulier dans les villes frontalières, dans une société népalaise par ailleurs pacifique et tolérante. Ce mouvement a encouragé le Rastriya Prajatantra Party (RPP, parti royaliste), à lancer une campagne en faveur de la restauration du Népal en tant que royaume hindou. Bien qu'apportant officiellement leur soutien aux institutions pré-révolte Gen Z, il est notoire que certains partis et notamment le Congrès⁴⁵, seraient favorables à une telle évolution.

La personnalité du roi déchu (et candidat au retour sur le trône) Gyanendra n'est cependant pas consensuelle, en raison notamment des conditions de son accession au pouvoir en 2001 après le massacre royal, et de la répression violente des velléités démocratiques en 2005. Son fils et dauphin, qui a une réputation encore plus mauvaise, est unanimement hai⁴⁶. C'est là un important frein au retour de la monarchie. Un autre rempart pour s'opposer à ce projet, pourrait résider dans la résistance des mouvements identitaires et des grands vainqueurs de la démocratisation. Les importantes minorités ethniques du Népal (telles que les communautés Limbu, Tharu ou Madhesi) estiment avoir versé le prix du sang pendant le conflit et pour l'avènement de la paix et du fédéralisme. Si la Constitution de 2015 n'a pas répondu à toutes leurs attentes, elle a permis de garantir une participation plus équitable des minorités, des femmes, des Dalits, un système de quotas pour les emplois gouvernementaux,

⁴³ Lire notamment Manjushree Thapa, *Forget Kathmandu: An Elegy for Democracy*, Aleph Book Company, 2013

⁴⁴ "Gen Z activists allege royalist elements forcibly pushing monarchy agenda," *MyRepublica*, 13 octobre 2025, <https://myrepublica.nagariknetwork.com/news/gen-z-activists-allege-royalist-elements-forcibly-pushing-monarchy-agenda-78-98.html>

⁴⁵ Une pétition avait officiellement été proposée pour le rétablissement d'un État hindou à la convention du NC en 2024.

⁴⁶ https://www.lemonde.fr/a-la-une/article/2005/03/11/nepal-rois-maudits_401229_3208.html

et un meilleur accès aux services dans les provinces. Certains de ces acteurs pourraient s'opposer violemment à une remise en question de ces acquis et à la réimposition de la monarchie hindoue de droit divin. Enfin, la jeunesse a clairement rejeté cette option, et il n'est pas exclu qu'elle redescende dans la rue si sa révolte était ainsi détournée. Sur un plan institutionnel, le rétablissement n'est possible tant qu'un président reste en place, et improbable dans le cadre du calendrier électoral actuel. Les partisans de la monarchie auraient besoin d'un retard substantiel et d'une période de réforme constitutionnelle (qui inclurait probablement également un réexamen du fédéralisme et de la laïcité) pour que la discussion politique sur le rétablissement de la monarchie soit viable. De manière fort emblématique, et alors que les révoltes précédentes (en 1951, 1990 et 2006) ont été accompagnées de réformes constitutionnelles, cette fois-ci ce n'est pas là une réclamation de la Gen Z népalaise, qui a un agenda bien plus pragmatique.

Le risque d'installation dans un désordre anarchique

Les manifestations de la génération Z ont rétabli la violence comme stratégie politique viable au Népal. Elle a non seulement forcé un changement de régime par l'utilisation de la violence, mais a également exprimé sa volonté à continuer à le faire si nécessaire. Si le gouvernement intérimaire n'est pas en mesure de fournir des résultats dans un délai acceptable, ou si ses actions sont rejetées, il semble tout à fait possible que des composantes de ce mouvement horizontal et non organisé aient à nouveau recours aux manifestations. Par ailleurs, les partis politiques du Népal, qui ont leurs propres sections jeunesse, ont une histoire et une culture de luttes internes de groupe qui explosent parfois en violence ouverte; cela a été particulièrement vrai des partis communistes. Des déchainements inter et intra partis pourront éclater dans le cadre de luttes de pouvoir entre directions actuelles et une nouvelle génération de dirigeants.

La violence a déjà été utilisée par les royalistes dans le passé récent, et tout porte à croire que les incendies et destructions spectaculaires du 9 septembre auraient été en partie organisées par Durga Prasai⁴⁷ et ses soutiens. Aussi, en cette période de crise, ce mouvement pourrait y avoir recours à nouveau pour imposer son agenda. La Gen Z rejette cet agenda⁴⁸ et des affrontements pourraient éclater entre manifestants. Les minorités ethniques quant à elles pourraient se préparer à un nouveau mouvement de protestation afin de se faire entendre,

⁴⁷ Entretiens à Katmandou, novembre 2025.

⁴⁸ "Gen Z activists allege royalist elements forcibly pushing monarchy agenda," *MyRepublica*, 12 septembre 2025, <https://myrepublica.nagariknetwork.com/news/gen-z-activists-allege-royalist-elements-forcibly-pushing-monarchy-agenda-78-98.html>

mais aussi pour s'opposer au retour de la monarchie, qui signifierait un recul des acquis démocratiques de ces dernières années. Enfin, les tensions entre ces minorités et la Gen Z ne sont pas exclues en raison de l'existence de contradictions entre leurs objectifs et modes d'action.

Des trois scénarios se profilant ainsi pour 2026 : l'organisation d'élections en mars par le gouvernement intérimaire avec la stabilisation de la situation ; le succès de l'agenda royaliste ; et le retour à la violence ; le plus probable est encore une situation de pourrissement, sans qu'aucun de ces scénarios ne l'emporte clairement dans l'avenir immédiat.

CONCLUSION

Le soulèvement de la Gen Z répond à un refus généralisé de la corruption, du cynisme et de l'inefficacité des partis politiques. La violence inattendue de la répression et des destructions, laisse un pays en ruines sans institutions fonctionnelles et quasiment sans archives. Si la génération Z a pris l'initiative, elle est peu équipée pour consolider ses acquis et résister aux nombreuses tentatives de récupération voire de régression. Un compromis a permis un habillage juridique ouvrant la voie à l'instauration d'un gouvernement intérimaire, dont la difficile mission est de préserver la paix, organiser les élections et poursuivre les auteurs des crimes et destructions. Les attentes sont élevées: la croissance économique, une société sans corruption et l'égalité des chances pour tous. Elles seront difficiles à combler. Aussi, plus le gouvernement intérimaire tentera de satisfaire l'ensemble de ces attentes, plus sa tâche en sera compliquée et la tenue d'élections en temps compromise, ouvrant la voie à la violence et peut-être même à un changement de régime avec le retour de la monarchie. Ce serait un immense recul pour les communautés qui ont gagné au prix d'immenses efforts quelques acquis démocratiques dans le cadre du processus de paix et de l'adoption de la Constitution de 2015.

Ce serait aussi un signal tragique pour la région où le Népal est un exemple de coexistence (les différentes religions y vivent en paix et même en symbiose), de dialogue (le pays a accueilli le Forum social mondial en 2024), et de soutien au multilatéralisme (le Népal apporte une contribution exceptionnelle au maintien de la paix, et accueille le Centre régional des Nations unies pour la paix et le désarmement en Asie et dans le Pacifique - UNRCPD). Dans un monde en crise, le Népal, lieu de naissance du Bouddha, saura-t-il faire preuve de sagesse pour protéger ses acquis démocratiques durement gagnés et pour proposer une nouvelle voie de transformation politique ?

L'expertise stratégique en toute indépendance



PROGRAMME
ASIE-PACIFIQUE



2 bis, rue Mercœur - 75011 PARIS / France

+ 33 (0) 1 53 27 60 60

contact@iris-france.org

iris-france.org



L'IRIS, association reconnue d'utilité publique, est l'un des principaux think tanks français spécialisés sur les questions géopolitiques et stratégiques. Il est le seul à présenter la singularité de regrouper un centre de recherche et un lieu d'enseignement délivrant des diplômes, via son école IRIS Sup', ce modèle contribuant à son attractivité nationale et internationale.

L'IRIS est organisé autour de quatre pôles d'activité : la recherche, la publication, la formation et l'organisation d'évènements.